

Discours de la Commissaire Gabriel à l'occasion de la clôture de la seconde journée du Forum européen du film

Monsieur le Ministre Franceschini,

Monsieur le Secrétaire d'Etat Gozi,

Monsieur le Président Baratta,

Mesdames et messieurs,

C'est un plaisir pour moi de clôturer ces deux jours de Forum du Film Européen.

Je suis extrêmement reconnaissante envers la Biennale, et son Président, M. Baratta, d'avoir œuvré au service de cette réalisation commune.

J'aimerais aussi exprimer ma gratitude à l'endroit du Ministre Franceschini et du Secrétaire d'Etat Gozzi pour leur présence et pour les perspectives qu'ils ont partagées au sujet de cette industrie inspirante, de son futur, et des meilleurs moyens pour la soutenir.

Permettez-moi aussi de remercier chaleureusement les intervenants et modérateurs, dont les discussions nous ont guidés au fil des aspects saillants du secteur, telles que les innovations en termes de technologie et de format, avec les débats tenus hier sur la Réalité Virtuelle, mais aussi les innovations en termes de politiques publiques, dans le contexte du débat, qui vient d'avoir lieu sur l'avenir du programme MEDIA.

C'est un réel privilège que d'accueillir vos positions sur ces sujets variés, dans le cadre du Forum. Je leur accorde la plus grande importance.

Introduction : La culture, le populisme et la démocratie

Si mon rôle aujourd'hui est de partager avec vous ma vision pour le futur de MEDIA, notamment au-delà de 2020 et de l'échéance du présent programme budgétaire. Cette vision se nourrit de la conviction que l'Europe et ses politiques doivent remettre le citoyen au centre de ses priorités économiques et sociétales. J'ai aussi la conviction que la création culturelle doit jouer un rôle central dans ce repositionnement politique autour des citoyens.

Pour cela, il importe de prendre un peu de recul.

L'industrie du cinéma, et la culture en général, ne vivent pas dans une Tour d'Ivoire. Bien au contraire, elles reflètent et évoluent au gré des défis rencontrés par nos sociétés.

Bien souvent, leur rôle a consisté à ouvrir la voie vers le progrès, la

tolérance, l'acceptation et l'inclusion. La créativité et la liberté de cette industrie ont contribué, avec succès, à faire grandir la conscience sur certaines problématiques. La capacité inouïe du secteur cinématographique à raconter des histoires, au sens noble du terme, est particulièrement pertinente à cet égard.

Le film *Mustang* de Deniz Gamze Ergüven, soutenu par MEDIA, l'illustre bien sur le sujet de la condition des femmes dans les sociétés conservatrices. De la même manière, *Moi, Daniel Blake* de Ken Loach, également soutenu par MEDIA, dépeint avec une intensité sans précédent le tour insensé et inhumain que peuvent prendre les bureaucraties contemporaines.

Et puisqu'il est question de défis sociétaux, je suis convaincue que nous ne pouvons pas ignorer la montée des populismes et les risques inhérents pour nos sociétés.

Il semble, en effet, que la plupart des populistes sont guidés par des peurs ayant trait à la culture. Les inquiétudes de l'opinion publique au sujet des flux migratoires et de la question de l'intégration expriment, *in fine*, la peur de perdre son identité culturelle.

C'est la raison pour laquelle, je crois profondément que la culture apporte une réponse cruciale au populisme. Cultiver son jardin, implique de cultiver notre mémoire historique commune. Cela implique d'exposer le pouvoir à l'examen de l'opinion publique. Cela implique de mettre en exergue le facteur humain dans nos sociétés.

Dans cette perspective, le bon récit a le pouvoir de réveiller les consciences et d'affaiblir le populisme.

L'actuel programme MEDIA

C'est tout le sens du soutien de l'Union européenne au secteur audiovisuel, dont le principal instrument, comme vous le savez, est le programme MEDIA, qui est un des grands succès de l'Union européenne et qui montre que même dans un domaine qui relève d'abord de la compétence des Etats Membres, l'Europe peut être utile, efficace et innovante.

Au cours des 26 dernières années, le programme Media a investi 2,4 milliards dans le secteur audiovisuel européen. Chaque année, MEDIA soutient environ 2 000 projets européens dont des films, des séries télévisées, des jeux vidéo, des programmes de formation, des cinémas et bien plus encore.

Au-delà des chiffres quantitatifs, le programme MEDIA porte également sur la qualité, comme l'attestent les nombreuses distinctions accordées à ces projets, et la présentation de 11 films à cette 74ème édition du festival international du film de Venise, dont 5 sont en concurrence pour le prestigieux *Leone D'Oro*.

Mais le programme MEDIA est bien plus qu'un soutien financier. La valeur ajoutée de notre programme européen repose également sur l'esprit de coopération transnationale qui s'est développé et est reflété dans le succès de coproductions européennes dans les grands festivals de cinéma du monde,

tels que La Mostra.

Les objectifs du programme sont tout autant pertinents.

En renforçant la diversité culturelle, le programme a pour but d'accroître la tolérance et la compréhension mutuelle. C'est le cas depuis le lancement du programme, il y a 26 de cela, et encore aujourd'hui.

La diversité culturelle s'est vue doublée d'un objectif économique, qui est d'accroître la compétitivité du secteur.

En effet, MEDIA a permis à différentes entités, originaires d'Etats membres différents, de créer de la valeur pour tout le secteur audiovisuel européen.

MEDIA a guidé l'industrie audiovisuelle vers une masse critique, notamment par l'incitation à développer des coproductions.

MEDIA a soutenu la diversité culturelle et linguistique en promouvant "le cinéma européen" comme un genre à part entière, mais aussi en suscitant un goût pour les contenus européens et en catalysant la distribution des films par-delà les frontières.

Enfin, en facilitant l'accès au crédit des petites entreprises culturelles et créatives, le programme, par le biais de sa garantie financière, a contribué à combler la pénurie de financement qui était estimée à 1 milliard d'euros par an entre 2014 et 2020.

Du point de vue des politiques publiques, MEDIA est aussi un outil crucial de l'achèvement du Marché unique numérique, qui est, comme vous le savez bien, l'une des priorités de la Commission.

Ce Marché Unique numérique européen comprend des mesures destinées aux petites et moyennes entreprises culturelles et créatives, comme l'amélioration de la circulation des contenus et la facilitation de la rencontre de ces contenus avec leur audience, au-delà des frontières.

En encourageant la circulation des films européens à l'international, MEDIA soutient l'accès aux contenus à travers les frontières et joue un rôle pivot dans la mise en œuvre des mesures accompagnant la réforme du droit d'auteur.

C'est aussi le complément des obligations de promotion et de proéminence, telles qu'édictées par la Directive sur les Services de Média Audiovisuels, qui est également en cours de révision. Cette révision vise à mieux lutter contre les contenus illégaux violents et d'appel à la haine, à responsabiliser les plateformes de partage de vidéos notamment pour protéger les mineurs en ligne. Notre proposition prévoit aussi un rôle renforcé des autorités de régulation de l'audiovisuel pour faire respecter ces règles, ainsi que le développement de la créativité européenne en obligeant les fournisseurs de services à la demande à garantir une part plus grande de contenus européens dans leurs catalogues et en permettant aux Etats membres de les faire contribuer financièrement à la production d'œuvres européennes.

Prendre du recul signifie que nous devons aussi regarder le programme MEDIA

avec objectivité et prendre acte de ce qui n'est pas parfait, de ce qui peut être amélioré.

En premier lieu, je suppose que la plupart d'entre vous seront d'accord quant au fait que le budget de MEDIA est trop faible pour avoir un effet durable sur l'industrie audiovisuelle européenne. Si le champ du programme a crû au fil des années, il n'en demeure pas moins que cette évolution ne s'est pas traduite en termes budgétaires. Par voie de conséquence, les financements ont été trop fragmentés.

En second lieu, la flexibilité limitée du programme, qui a pu décourager certaines coopérations entre les maillons de la chaîne de valeur, constitue à mon sens une limite.

Enfin, une marge de progression se dégage quant à l'échelle pertinente des bénéficiaires pour soutenir leur développement sur le marché européen et au niveau global.

Le futur du programme MEDIA

Evolution ne signifie pas révolution. Et je souhaite partager ici avec vous les grands axes de cette évolution qui me semble nécessaire.

Mettre l'accent sur l'audience et la diversité culturelle.

Le paysage audiovisuel est traversé de changements sans précédents. Nous avons bien entendu la formule selon laquelle, permettez-moi de la prononcer en anglais, "*Content is king*". Dans ces conditions, il convient de réaliser que c'est l'audience, qui est reine. L'audience est tout à la fois la raison ultime de la beauté de cette industrie, de son succès et de son existence même.

Nous sommes riches de contenus européens d'une qualité unique, et nous appelons de nos vœux que l'audience la plus large possible puisse en bénéficier. Dès lors, la question cruciale aujourd'hui revient à se demander comment favoriser la rencontre de l'audience avec ces contenus, à l'heure où il est plus en plus difficile de capter l'attention du public dans un contexte d'incroyable abondance de contenus.

Poursuivre l'adaptation à la révolution numérique et au Marché Unique européen en la matière.

Le futur de l'Europe est façonné par la transformation digitale rencontrée par nos économies et nos sociétés. La culture et l'audiovisuel n'échappent pas à ces changements.

Je ne vous apprends rien en soulignant que l'industrie audiovisuelle est sujette à une transformation radicale et à bien des égards accélérée. La révolution digitale a bousculé les modèles économiques et les habitudes de consommation. Si elle est bénéfique en ce qui concerne l'accès aux contenus et la conquête de nouvelles audiences, il n'en demeure pas moins qu'elle comporte de nombreux défis, notamment dans le domaine de la monétisation des contenus.

Je crois que MEDIA doit embrasser la révolution digitale d'une manière plus décisive, afin de maintenir l'exceptionnelle diversité de la création européenne et de l'étendre au niveau global. La numérisation peut nourrir un cercle vertueux de talents, d'accès élargi à la culture et aux œuvres créatives, d'entrepreneuriat et de nouvelles opportunités d'investissement, tout en assurant une juste rémunération des artistes.

Atteindre les citoyens.

La fierté que nous tirons du programme MEDIA dépasse, cependant, ces remarquables réussites industrielles. En fait, il s'agit certainement de l'une des actions européennes les plus efficaces dans le but d'atteindre et d'établir un lien à destination des citoyens.

A l'heure où les valeurs européennes sont trop souvent négligées voire même discréditées, MEDIA joue un rôle crucial dans le partage de notre identité commune d'Européens et dans le soutien à la diversité culturelle, qui en est le corollaire. Plus que jamais, nous voulons soutenir la création, la production et la distribution des contenus, pour qu'ils touchent les citoyens.

Je suis convaincue que la proximité entre MEDIA et les citoyens est un atout majeur du programme, qu'il incombe de préserver et encourager.

Sécuriser un budget suffisant

Le programme MEDIA, comme tous les autres programmes européens sera soumis à un examen approfondi dans le cadre des discussions budgétaires à venir.

Voyons les choses en face: le climat politique actuel couplé à de nouveaux défis, tel que le Brexit, devrait amener d'après négociations quant au maintien de ressources appropriées pour MEDIA.

Comme disait Talleyrand, *ce qui va sans dire, va encore mieux en le disant*. Je m'engage donc devant vous, personnellement et pour mon équipe, à mettre tous les moyens en œuvre pour obtenir la meilleure enveloppe budgétaire possible pour MEDIA, dans le cadre des perspectives financières multi-annuelles.

Mais à cet égard, nous avons aussi besoin de votre soutien pour que nos arguments soient les meilleurs et ainsi mettre en avant nos réussites passées ou actuelles. Il est capital d'établir aux yeux de tous les acteurs engagés dans ces négociations que MEDIA est un instrument indispensable pour l'industrie et que la valeur ajoutée européenne du programme est manifeste.

Plus de flexibilité et de coopération entre les maillons de la chaîne de valeur

Mais les aspects budgétaires ne sont que l'une des facettes du débat quant au futur de MEDIA. J'anticipe le besoin impérieux de renforcer la coopération et de créer des synergies entre les différents silos de l'industrie d'une part, mais aussi entre les autorités publiques d'autre part.

Dans le climat actuel, l'efficacité de nos actions sera cruciale, ce qui implique que nous devrions dans le futur faire beaucoup mieux avec des moyens limités. A cet égard, l'alignement et la complémentarité des ressources nationales et européennes n'est plus une option, mais une nécessité.

Pris isolément, aucun acteur, pas plus qu'aucune industrie ou réalité nationale, ne peut surmonter avec succès ces changements et la concurrence au niveau global. Si l'isolement est un récit tentant pour certains, il n'en demeure pas moins intenable dans le présent contexte. C'est la raison pour laquelle, j'appelle de mes vœux que vous vous engagiez dans des coopérations améliorées dans cet environnement de défis.

Bien sûr, il s'agit là de mes premières idées, le dialogue doit continuer voire s'intensifier et votre retour me sera très utile. Je compte sur vous autant que vous pouvez compter sur moi.

Je suis avide de vos conseils. Comment la diversité unique des films européens peut-elle nous amener à discuter ensemble des défis communs dans nos sociétés ? Comment cela peut-il contribuer au développement d'une identité européenne ? Quelles sont les actions concrètes à mener ?

Conclusion

Pour finir, j'aimerais m'inscrire dans les traces du grand cinéaste Robert Wise, qui avait pour habitude de mettre ce qu'il appelait "*les trois P*" au cœur de sa démarche artistique. Ces trois P sont la passion, la patience et la persévérance.

Soyez assurés que c'est dans cet esprit, que je prends mes responsabilités de Commissaire pour l'économie et la société numériques. Mon engagement personnel indéfectible prendra sa source dans ma passion pour l'Europe de la culture. La patience sera la clé du succès dans les négociations budgétaires à venir. Enfin, rien ne pourra être durable et définitif sans persévérance, qui est le carburant de toute décision politique.

Je veux conclure en rappelant un point clé : la créativité artistique promeut les valeurs humaines sur lesquelles reposent les démocraties, en touchant l'universel à partir du singulier. Ce que Malraux appelle "*être pour tous les hommes*". Elle fait qu'une œuvre singulière touche tous les hommes, est dépassement de soi, force qui renforce le lien d'humanité sans cesse distendu par les individualités. Elle contribue donc à créer les conditions d'une société cohésive, d'une collectivité qui, sans abolir les individus ni les particularités, génère une conscience universelle, une ouverture à l'autre, voire une unanimité.

En faisant le récit d'histoires inspirantes, en révélant ce qu'il y a d'universel dans les histoires individuelles en soutenant la diversité culturelle, et en construisant des ponts par-delà les frontières nationales, linguistiques et culturelles, vous établissez justement les fondations d'une Europe plus ouverte, plus tolérante, et par là-même plus résiliente aux sirènes du populisme et aux attaques extérieures liés à un contexte géopolitique de plus en plus conflictuel. Vous vivez et encouragez la

création. Vous donnez force aux passions et aux idées. Et je vous en sais infiniment gré !

Je vous remercie pour votre attention.

Daily News 04 / 09 / 2017

Better access to drinking water in Croatia thanks to Cohesion Policy investments

Almost €96 million from the [Cohesion Fund](#) is being invested to upgrade water supply and waste water networks in Croatia's Slavonia and Istria regions and on the island of Krk. Commissioner for Regional Policy Corina **Crețu** said: *"Each euro the EU invests in these projects contributes to better access to clean drinking water and a preserved environment in Croatia."* This investment package includes: (1) €19.3 million for the construction of a waste water treatment plant and of filtration systems in the urban area of Osijek and the towns of Bilje and Darda, in the North-Eastern Croatian region of Slavonia, to protect the groundwater from infiltration. 125,000 people will benefit from better access to drinking water as a result of this project, which should be completed by end 2018. (2) Almost €28 million for the upgrade of 4 waste water treatment plants in the urban areas of Lanterna, Poreč Sjever, Poreč Jug and Vrsar, in the Western region of Istria. (3) €48.5 million for better access to clean drinking water on Krk, an island home to almost 14,500 people and which hosts 5 million tourist overnights per year. Works involve the rehabilitation of nearly 40 km of water supply network, the construction of 6 wastewater treatment plants and the construction of 80 km of sewers. Once the project is completed in 2020, the vast majority of the island will be connected to modern drinking water and sewage networks. More information on EU funds in Croatia is available on [the Cohesion Open Data Platform](#). (For more information: Johannes Bahrke – Tel.: +32 229 58615; Sophie Dupin de Saint-Cyr – Tel.: +32 229 56169)

Mergers: Commission clears acquisition of Regeneris EMEA by CTDI EU

The European Commission has approved under the EU Merger Regulation the acquisition of the Europe, Middle East and Africa business of Regeneris (Depot) Services Ltd. ("Regeneris EMEA") of the UK, by CTDI GmbH ("CTDI EU") of Germany, jointly controlled by Communication Test Design, Inc. of the US and Deutsche Telekom AG of Germany. Regeneris EMEA provides repair and maintenance services for electronic products, including mobile phones, smartphones, set-top-boxes, laptops, electronic payment systems, industrial applications and medical devices. CTDI EU provides repair and maintenance for telecommunications network infrastructure equipment as well as other electronic products. The Commission concluded that the proposed acquisition would raise no competition concerns, given the very limited overlaps between the companies' activities. The transaction was examined under the simplified

merger review procedure. More information is available on the Commission's [competition](#) website, in the public [case register](#) under the case number [M.8570](#). (For more information: Ricardo Cardoso – Tel.: +32 229 80100; Maria Sarantopoulou – Tel.: +32 229 13740)

Endocrine disruptors: adoption of scientific criteria for biocides

Following the endorsement by Member States, on 4 July, of the scientific criteria to identify [endocrine disruptors](#) in the field of pesticides or plant protection products (see [press release](#) and [fact sheet](#)), the European Commission adopted today the scientific criteria for [biocides](#). This will allow to fully align the criteria in both legislations, as the objective is to have the same criteria applicable in both sectors. The adopted text will be sent to the Parliament and the Council for a scrutiny period of two-months. As for the criteria for pesticides, the criteria adopted today also specify that the identification of an endocrine disruptor should be carried out by taking into account all relevant scientific evidence including animal, in-vitro or in-silico studies, and by using a 'weight of evidence'-based approach. It is important to note that the criteria in the area of pesticides and biocides will apply also to substances for which assessment or re-evaluations are already ongoing. For more information see [here](#). (For more information: Anca Paduraru – Tel.: +32 229 91269; Aikaterini Apostola – Tel.: +32 229 87624)

Eurostat: Juillet 2017 comparé à juin 2017-Les prix à la production industrielle stable dans la zone euro-En hausse de 0,1% dans l'UE28

En juillet 2017 par rapport à juin 2017, les prix à la production industrielle sont restés stables dans la zone euro (ZE19) et ont augmenté de 0,1% dans l'UE28, selon les estimations d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. En juin 2017, les prix avaient reculé de 0,2% dans la zone euro et de 0,3% dans l'UE28. Un [communiqué de presse Eurostat](#) est à votre disposition en ligne. (For more information: Lucia Caudet – Tel.: +32 229 56182; Mirna Talko – Tel.: +32 229 87278)

ANNOUNCEMENTS

First Vice-President Timmermans, High Representative/Vice-President Mogherini and Commissioner Bulc visit Slovenia

Commission First Vice-President Frans **Timmermans**, High Representative/Vice-President Federica **Mogherini** and Commissioner for Transport Violeta **Bulc** are in Slovenia today to participate in the [Bled Strategic Forum](#). First Vice-President **Timmermans** will participate in the Leaders' Panel at the Bled Strategic Forum this afternoon, High Representative/Vice President **Mogherini** will address the Forum later in the day. First Vice-President Timmermans holds a working lunch with Slovenian Prime Minister Miro Cerar today and will hold a Citizens' Dialogue meeting with Slovenian citizens this evening, which

will be broadcast live on TV Slovenia and Radio Slovenia, as well as on [EbS](#) and [Facebook Live](#). The High Representative/Vice-President will hold meetings with Mr Al Hussein, United Nations High Commissioner for Human Rights, Mr Zerbo, Executive Secretary of the Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty Organization, Mr Amano, Director General of the International Atomic Energy Agency, Mr Çavusoglu Minister of Foreign Affairs of Turkey, Mr Pahor, President of Slovenia and Mr Erjavec, Foreign minister of Slovenia. Tomorrow, 5 September, the First Vice-President meets with the Chairmen and Members of the Slovenian Parliamentary Committees for EU Affairs and Foreign Affairs, followed by a bilateral meeting with Speaker of the Slovenian National Assembly Milan Brglez. First Vice-President Timmermans will later have a working lunch with Slovenian President Borut Pahor and will meet bilaterally with Slovenian Minister of the Interior Vesna Gyorkos Zdinar and with Slovenian Minister of Foreign Affairs Karl Erjavec. The First Vice-President will also take the opportunity of this visit to meet bilaterally with Croatian Minister of Foreign Affairs Marija Pejčinović Burić. High Representative/Vice-President Mogherini will attend the Informal meeting of the Southeast European Cooperation Process, will meet Miro Cerar, Slovenian Prime Minister, and Mr Akbar, Minister of State for External Affairs of India, and will address the Slovenian National Assembly. Commissioner Violeta **Bulc** will participate in the panel discussion "[The European Union in a changed World](#)" and meet with Ms Nathalie Loiseau, French Minister for European Affairs. (For more information: *Natasha Bertaud – Tel.: +32 229 67456; Maja Kocijancic – Tel.: +32 229 86570, Anna-Kaisa Itkonen – Tel.: 32 229 56186*)

Le Commissaire Hahn en Tunisie aujourd'hui et demain pour réitérer le soutien de l'UE à la transition démocratique du pays

Johannes **Hahn**, Commissaire pour la Politique Européenne de Voisinage et les négociations de l'élargissement, est aujourd'hui et demain en [Tunisie](#) pour réitérer l'engagement de l'UE à soutenir le peuple tunisien dans sa trajectoire vers une démocratie moderne fondée sur les libertés fondamentales et le développement socio-économique. Le Commissaire **Hahn** rencontrera les principaux représentants politiques du pays, y compris le Président Beji Caid Essebsi, le chef du gouvernement Youssef Chahed, le Ministre des Affaires étrangères Khemaies Jhinaoui et le Président de l'Assemblée Mohamed Ennaceur. Le Commissaire participera à la signature d'accords de financement concernant des réformes de l'administration publique et des programmes de santé, et confirmera l'adoption du cadre de coopération financière et technique avec la Tunisie pour la période 2017-2020. Cette coopération se concentrera sur le renforcement de la règle de droit et la promotion de la bonne gouvernance; le soutien accru à la mise en œuvre des réformes économiques nécessaires au rétablissement de la stabilité macroéconomique, attirer les investisseurs et relancer l'économie tunisienne; et la promotion approfondie de la cohésion sociale et régionale en assurant un accès équitable à des services sociaux de qualité à travers le pays. La fiche technique des relations UE-Tunisie est disponible [ici](#). Des vidéos et photos de la visite seront disponibles sur [EbS](#). (Pour plus d'informations: *Maja Kocijancic – Tel.: +32 229 86570; Alceo*

Smerilli – Tel.: +32 229 64887)

La Commissaire Thyssen en visite à Paris

Demain, la Commissaire chargée de l'Emploi, des Affaires sociales, des Compétences et de la Mobilité des travailleurs, Marianne **Thyssen**, se rend à Paris, France. Elle participera à la réunion du [Réseau mondial pour l'Apprentissage](#) (Global Apprenticeship Network), à l'occasion du lancement de leur branche en France. Lors de cette réunion, qui comptera des participants provenant du secteur commercial et des organisations internationales, la Commissaire **Thyssen** donnera un discours, soulignant l'importance des apprentissages pour le développement des compétences et, de ce fait, comme tremplin vers l'emploi. Son discours sera publié [ici](#). De plus, la [Commission a également décidé de financer plusieurs projets pilotes afin de promouvoir davantage l'apprentissage de longue durée à l'étranger](#). Dans ce contexte, la Commissaire **Thyssen** a dit: *"Il est prouvé que les expériences de mobilité de longue durée contribuent à l'amélioration des compétences sociales, professionnelles et linguistiques, et ce, bien plus que les séjours de courte durée à l'étranger. Or, contrairement aux étudiants universitaires qui participent à des programmes d'une année tels qu'Erasmus, la grande majorité des apprenants de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP) effectuent généralement des séjours plutôt courts à l'étranger; moins de 1% d'entre eux passent plus de six mois dans un autre pays. C'est pourquoi nous sommes en train de créer davantage de perspectives de longue durée, qui renforceront à terme les chances de ces apprenants sur le marché de l'emploi. Grâce à ces projets pilotes et à notre nouvelle initiative ErasmusPro, nous devrions mettre à la disposition des apprenants de l'EFP jusqu'à 50 000 offres de mobilité de longue durée d'ici à 2020."* Enfin, dans le cadre de sa visite à Paris, la Commissaire **Thyssen** aura aussi des réunions bilatérales avec le Premier Ministre de la France, Edouard Philippe, et la Ministre du Travail en France, Muriel Pénicaud. Ces réunions seront l'occasion de discuter du dossier des travailleurs détachés, et, plus globalement, de l'emploi et des affaires sociales européens. (Pour plus d'informations: Christian Wigand– Tel.: +32 229 62253; Sara Soumillion – Tel.: + 32 229 67094)

[Upcoming events](#) of the European Commission (ex-Top News)

[EU-OSHA: Work-related accidents and injuries cost EU €476 billion a year](#)

[according to new global estimates](#)

At the XXI World Congress on Safety and Health at Work, held in Singapore on 3-6 September, the European Agency for Safety and Health at Work (EU-OSHA) together with the International Labour Organization present new estimates of the cost of poor occupational safety and health (OSH). The new findings reveal that worldwide work-related injury and illness result in the loss of 3.9 % of GDP, at an annual cost of roughly €2 680 billion[1].

The estimates are findings from a major project on the costs and benefits of OSH. The project was carried out by the International Labour Organization (ILO), the Finnish Ministry of Social Affairs and Health, the Finnish Institute of Occupational Health (FIOH), the WSH Institute in Singapore, the International Commission on Occupational Health (ICOH) and EU-OSHA.

More information: [EU-OSHA website](#)

[1] For the conversion from USD to EUR the ECB reference exchange rate for 2016 was used.

[EU-OSHA: Work-related accidents and injuries cost EU €476 billion a year according to new global estimates](#)

At the XXI World Congress on Safety and Health at Work, held in Singapore on 3-6 September, the European Agency for Safety and Health at Work (EU-OSHA) together with the International Labour Organization present new estimates of the cost of poor occupational safety and health (OSH). The new findings reveal that worldwide work-related injury and illness result in the loss of 3.9 % of GDP, at an annual cost of roughly €2 680 billion[1].

The estimates are findings from a major project on the costs and benefits of OSH. The project was carried out by the International Labour Organization (ILO), the Finnish Ministry of Social Affairs and Health, the Finnish Institute of Occupational Health (FIOH), the WSH Institute in Singapore, the International Commission on Occupational Health (ICOH) and EU-OSHA.

More information: [EU-OSHA website](#)

[1] For the conversion from USD to EUR the ECB reference exchange rate for 2016 was used.

July 2017 compared with June 2017- Industrial producer prices stable in euro area-Up by 0.1% in EU28

In July 2017, compared with June 2017, industrial producer prices remained stable in the euro area (EA19), while they rose by 0.1% in the EU28, according to estimates from Eurostat, the statistical office of the European Union. In June 2017 prices decreased by 0.2% in the euro area and by 0.3% in the EU28.

[Full text available on EUROSTAT website](#)